



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture  
Direction de la Coordination  
et de l'Appui Territorial

## ARRÊTÉ

N° 2020-DCAT/BEPE-50 du 18 FEV. 2020

**mettant en demeure la société ARCELORMITTAL France de respecter les prescriptions de l'article 9.4.3 de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-123 du 20 mai 2016 et de l'article premier de l'arrêté préfectoral n°2017-DLP-BUPE-22 du 27 janvier 2017, pour son site de la cokerie situé à SEREMANGE-ERZANGE et FLORANGE.**

LE PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

**Vu** le Code de l'Environnement, notamment son article L.171-8 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté DCL n°2018-A-16 du 10 avril 2018 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier DELCAYROU, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-123 du 20 mai 2016 portant mise à jour de la situation administrative de la cokerie de Serémange-Erzange exploitée par la société ArcelorMittal Atlantique et Lorraine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2017-DLP-BUPE-22 du 27 janvier 2017 visant à prescrire à la société ArcelorMittal Atlantique et Lorraine des mesures de nettoyage de certains équipements du site de la cokerie à Serémange-Erzange et Florange ;

**Vu** le dossier de demande d'autorisation de changement d'exploitant déposé le 10 juillet 2019 et ses compléments

**Vu** le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 20 décembre 2019 relatif à la visite d'inspection du 4 novembre 2019 ;

**Vu** les observations de l'exploitant du 20 janvier 2020 sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis en date du 9 janvier 2020 ;

**Considérant** que l'exploitant a transmis, par courriel du 13 novembre 2019, les trois rapports de mesures relatifs aux contrôles du rejet canalisé « Enfournement » réalisés en 2019 par la société SOCOTEC ;

**Considérant** les résultats du contrôle mené sur ce même rejet montrant le non respect de la valeur limite en HAP (flux) identifié lors de la campagne de mesures du 16 avril 2019 (rapport de mesure SOCOTEC K1392/19/330) ;

**Considérant** que le rapport de mesure EK2L0/19/464 SOCOTEC montre un dépassement de la valeur limite en benzène (concentration) d'un peu plus de 4 fois la valeur limite fixée et en HAP (flux) d'un peu plus de 2 fois la valeur limite sur ce rejet lors de la campagne de mesures des 25 et 26 juin 2019 ;

**Considérant** la récurrence de ces situations de non respect des valeurs limites imposées par les dispositions de l'article 9.4.3 de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-123 du 20 mai 2016 constatées par l'Inspection en 2018 (dépassements jusqu'à 6 fois les valeurs limites fixées en benzène et HAP) ;

**Considérant** que les émissions représentées par ce rejet canalisé s'élèvent à 0,88 tonnes/an de benzène et 27 kg de HAP4 ;

**Considérant** qu'une situation environnementale dégradée, due à des teneurs en benzène et en HAP (tracés par le benzo(a)pyrène) dans l'environnement du site supérieures à la valeur limite de protection de la santé (benzène) et à la valeur cible (benzo(a)pyrène) fixées dans le Code de l'Environnement en application des directives européennes (article R. 221-1), est constatée autour de la cokerie ;

**Considérant** les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

## **ARRETE**

### **Article 1er – Champ de la mise en demeure**

La société ArcelorMittal France, dont le siège social est situé Immeuble « Le Cézanne », 6 rue André Campra, 93200 SAINT-DENIS, est mise en demeure de respecter, pour ses installations de la cokerie située à Serémange-Erzange et Florange, les dispositions :

- de l'article 9.4.3 de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-123 du 20 mai 2016, pour ce qui concerne les concentrations en benzène et les flux en d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) du rejet canalisé « Enfournement » : délai 6 mois ;
- de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n°2017-DLP-BUPE-22 du 27 janvier 2017 concernant le curage et le nettoyage de la rétention des eaux ammoniacales : délai 6 mois.

Le délai pour respecter cette mise en demeure s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

## **Article 2 : Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

## **Article 3 : Délais et voies de recours :**

« En vertu de l'article L.171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

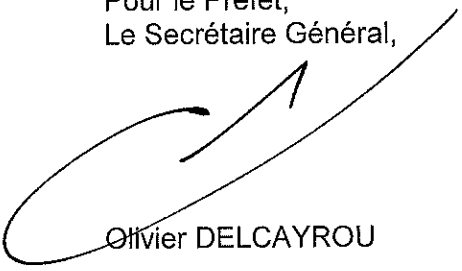
## **Article 4 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ARCELORMITTAL FRANCE.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, aux mairies de SEREMANGE-ERZANGE et FLORANGE et à M. le Sous-Préfet de THIONVILLE.

Fait à METZ, le **18 FEV. 2020**

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



Olivier DELCAYROU

